



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France  
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 23/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CEL V MAROLLES**

8 avenue Hoche  
75008 Paris

Références : 230416  
Code AIOT : 0006522821

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2023 dans l'établissement CEL V MAROLLES implanté Lieu-dit Croix Saint-Jacques ZAC de Saint-Donain 77130 Marolles-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 16/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEL V MAROLLES
- Lieu-dit Croix Saint-Jacques ZAC de Saint-Donain 77130 Marolles-sur-Seine
- Code AIOT : 0006522821
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation CEL V MAROLLES SCI a été livrée en juin 2022 et l'activité a débuté en août 2022. L'entrepôt stocke actuellement des produits de grande distribution (hors produits alimentaires frais) pour le compte de la société LIDL. La visite a pour objet la mise en service de l'installation.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative
- Mise en service des activités

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 4.3.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
19	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
22	Définition générale des moyens - Plan de défense incendie (PDI)	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.8.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Exploitant titulaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 1.1.1	/	Sans objet
3	Propreté	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 2.3.1	/	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 4.2.2	/	Sans objet
5	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 4.2.4.2	/	Sans objet
7	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 7.2.4	/	Sans objet
8	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.2.4	/	Sans objet
9	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.2.5	/	Sans objet
10	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.3.1	/	Sans objet
12	Bureaux	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.3.2	/	Sans objet
14	Chaufferie	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.3.4	/	Sans objet
15	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.3.5.1	/	Sans objet
16	Accessibilité des engins de secours à l'intérieur du site	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.3.5.2	/	Sans objet
17	Mise en station des échelles	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.3.5.3	/	Sans objet
21	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.6.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est mis en service depuis août 2022. Il respecte en partie le dossier d'autorisation.

Des documents complémentaires seront à transmettre à l'inspection, notamment au regard des bassins de rétention modifiés.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nomenclature ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau de rubriques (*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)** En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement. Par ailleurs, cet établissement ne relève pas du classement « Seveso » (seuils bas ou haut) prévu par la Directive 2012/18/UE du 04 juillet 2012 dite Directive Seveso 3 entrée en vigueur le 1er juin 2015.
<b>Constats :</b> La livraison de l'entrepôt a eu lieu en juin 2022. L'activité a commencé en août 2022. L'exploitant a indiqué que les stocks étaient des marchandises de grande distribution. Il n'y a pas de produits frais, ni de produits dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Exploitant titulaire de l'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Titulaire de l'autorisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société JMG PARTNERS dont le siège social est situé 13 rue du Docteur Lancereaux à PARIS (75008), est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Marolles-sur-Seine (77130), au ZAC de Saint-Donain, Rue Croix Saint-Jacques (coordonnées Lambert 93 X= 7019991.77 et Y= 6808888.89), un entrepôt de stockage de produits de grande consommation, selon les prescriptions mentionnées dans les articles suivants.
<b>Constats :</b> Un changement d'exploitant a été notifié le 09 janvier 2023 auprès de l'inspection des installations classées. La société CEL V MAROLLES SCI est le nouvel exploitant titulaire de l'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.
<b>Constats :</b> L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu. L'intégration dans le paysage environnant est respecté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<b>Constats :</b> Un plan de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts est établis par l'exploitant et est mis à disposition dans l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 5 : Isolement avec les milieux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement des milieux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> Un système permet l'isolement des réseaux de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Localisation des points de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 4.3.5	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Points de rejet	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :	
<b>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté</b>	<b>N°1</b>
Nature des effluents	Eaux usées (EU)
Exutoire du rejet	Réseau public des eaux usées (situé au nord du site)
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Marolles-sur-Seine
<b>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté</b>	<b>N°2</b>
Nature des effluents	Eaux pluviales de toiture non polluées (EPt)
Exutoire du rejet	Réseau spécifique et raccordement aux bassins d'infiltration du site
<b>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté</b>	<b>N°3</b>
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPv)
Exutoire du rejet	Réseau spécifique et raccordement au bassin de rétention étanche du site
Traitement avant rejet	Séparateurs à hydrocarbures puis bassins d'infiltration du site
Le site comprendra sept bassins d'infiltration des eaux pluviales pour une capacité totale de 2 306 m <sup>3</sup> .	
<b>Constats :</b> Les bassins d'infiltrations présents sur le site ne respectent pas la disposition présentée dans le dossier d'autorisation.	
L'exploitant devra présenter les modifications qui ont été apportées lors de la construction du site et ainsi démontrer la conformité du volume de rétention totale des bassins.	
Un nouveau plan des réseaux mis à jour devra également être transmis à l'inspection.	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale	
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois	



**N° 7 : Mesures périodiques des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que la société VERITAS effectuera en février 2023 les premières mesures de niveaux sonores.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Contrôle des accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Un gardiennage ou une télésurveillance seront mis en place en permanence. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage. L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
<b>Constats :</b> Un gardiennage est en place 24h/24 7jours/7.  Une télésurveillance est en cours d'installation sur le site.  L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Circulation dans l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Circulation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p>
<p><b>Constats :</b> Les voies de circulation et d'accès sont correctement délimitées, maintenues propres et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.</p> <p>Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'entrepôt est bâti sur le principe de compartimentage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– L'ensemble des cellules de stockage sont séparées par des murs REI 240 hormis la séparation entre la cellule 2a et 2b qui seront séparées par un mur REI 120.</li> <li>– Le volume des bureaux est séparé de l'entrepôt par des murs REI 120.</li> <li>– Les locaux annexes à l'entrepôt tels que les locaux de charge et locaux techniques (chaufferie, transformateur et local sprinkler) seront séparés de l'entrepôt par des parois béton REI 120.</li> </ul> <p>Les dispositions constructives des zones du bâtiment seront les suivantes :</p> <p>L'entrepôt aura une structure résistante au feu pendant 1h (R60).</p> <p>La charpente sera réalisée en béton ou bois lamellé-collé et aura une hauteur moyenne sous bac de 12,2 m. [...]</p> <p>La toiture aura une pente supérieure à 3 % ; les eaux pluviales seront évacuées par un système gravitaire ou siphonide et canalisées jusqu'à leur rejet dans les bassins d'infiltration du site. La toiture sera équipée d'un système de désenfumage par exutoires de fumées (dômes en polycarbonate) couvrant au moins 2% de la surface projetée de la toiture.</p> <p>Le site dispose de 2 cellules spécifiques : 2a : pour les aérosols, 2b : pour les liquides inflammables et alcools de bouche. Les 2 cellules (2A et 2B) sont susceptibles d'accueillir un stockage de liquides inflammables classable sous la rubrique 4331, elles seront séparées par un mur coupe feu 2 h.</p> <p><b>Constats :</b> L'ensemble des cellules de stockage sont séparées par des murs REI 240 hormis la séparation entre la cellule 2a et 2b qui sont séparées par un mur REI 120.</p> <p>Le volume des bureaux est séparé de l'entrepôt par des murs REI 120.</p> <p>Les locaux annexes à l'entrepôt tels que les locaux de charge et locaux techniques (chaufferie, transformateur et local sprinkler) sont séparés de l'entrepôt par des parois béton REI 120.</p> <p>Les portes entre les cellules sont des portes coulissantes restituant le degré coupe-feu du mur traversé. Elles sont reliées à la détection incendie, et se ferment automatiquement en cas de déclenchement d'un incendie.</p> <p>Ces portes ont une tenue au feu de 2h (EI120) (doublées pour les parois REI240).</p> <p>De même, les portes piétonnes des murs séparatifs coupe-feu.</p> <p>Les parois extérieures de l'entrepôt sont en bardage double peau ou en panneau sandwich EI 120 pour les écrans thermiques en façade.</p> <p>Le dallage des cellules de stockage est réalisé en béton.</p> <p>La toiture de l'entrepôt sera conforme à la norme BROOF t3, avec un complexe d'étanchéité bicouche auto-protégée sur support en tôle d'acier galvanisé.</p> <p>Les eaux pluviales sont évacuées par un système gravitaire et canalisées jusqu'à leur rejet dans les bassins d'infiltration du site.</p> <p>La toiture est équipée d'un système de désenfumage par exutoires de fumées (dômes en polycarbonate) couvrant au moins 2% de la surface projetée de la toiture.</p> <p>Le site dispose de 2 cellules spécifiques : 2a pour les aérosols et 2b pour les liquides inflammables et alcools de bouche.</p> <p>Les 2 cellules (2A et 2B) sont susceptibles d'accueillir un stockage de liquides inflammables classable sous la rubrique 4331, elles sont séparées par un mur coupe feu 2 h.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Comportement au feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Comportement au feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. [...]
<b>Constats :</b> Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.  Un système de détection incendie est en place.  Les allées de circulation sont aménagées et maintenues dégagées  Les locaux techniques incluent 2 salles de charge des batteries, un local chaufferie, un local dédié au transformateur ainsi que le local pomperie pour l'installation d'extinction automatique.  Les parois des locaux techniques sont REI120 et les portes seront EI120C.  Des attestations de conformités ont été remises à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Bureaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bureaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bureaux seront situés au niveau des cellules 3 et 4. Ils s'élèveront sur 3 étages (rez-de-chaussée + 2 étages). L'ensemble des ossatures de toiture, les poutres, les fermes et les pannes seront préfabriquées en béton armé ou précontraint. La structure secondaire sera métallique. Les murs séparatifs avec l'entrepôt seront des murs REI120 dépassant de 1 m en toiture et seront réalisés en panneaux préfabriqués, en béton armé, béton cellulaire ou en maçonnerie. Les façades des bureaux seront en bardage. La toiture des bureaux sera équipée d'une étanchéité bicouche auto-protégée sur support en tôle d'acier galvanisé. Elle aura une pente supérieure à 3 % et l'évacuation des eaux pluviales sera gravitaire ou par un système de drainage siphoné vers les bassins d'infiltration.
<b>Constats :</b> Les bureaux seront situés au niveau des cellules 3 et 4. Ils s'élèvent sur 3 étages (rez-de-chaussée + 2 étages). Les murs séparatifs avec l'entrepôt seront des murs REI120. La toiture a une pente supérieure à 3 % et l'évacuation des eaux pluviales est gravitaire vers le bassin d'infiltration situé à l'entrée du bâtiment.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Chauffage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chauffage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour ses besoins en chauffage, l'entrepôt sera équipé d'un local chaufferie abritant 2 chaudières de 1,2 MW chacune, fonctionnant au gaz naturel, situé à l'ouest du bâtiment. Ce local sera séparé des cellules de stockage par un mur REI 120.[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué le jour de la visite que le site était équipé de 2 chaudières de 840 kW chacune, fonctionnant au gaz naturel, situé à l'ouest du bâtiment.  Ce local est séparé des cellules de stockage par un mur REI 120.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Accessibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
<b>Constats :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.  Un gardien étant en permanence sur site permet de donner l'accès aux services de secours à tous moments.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Accessibilité des engins de secours à l'intérieur du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.3.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li> <li>• l'accès au bâtiment ;</li> <li>• l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;</li> <li>• l'accès aux aires de stationnement des engins.</li> </ul> Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction. [...]
<b>Constats :</b> Une voie « engins » est maintenue dégagée pour la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; l'accès au bâtiment ; l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens et l'accès aux aires de stationnement des engins.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 17 : Mise en station des échelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.3.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en station des échelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins ».           [...]
<b>Constats :</b> Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins ». Elles sont au nombre de 9, réparties sur les deux façades opposées du bâtiment. Elles sont maintenues dégagées en permanence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 19 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant devra fournir l'attestation de conformité des équipements électriques du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 21 : Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
<b>Constats :</b> L'installation est surveillée continuellement. Un gardien est sur place 24h/24, 7j/7. Un système de vidéosurveillance avec alarme anti-intrusion est en cours d'installation. L'établissement n'est pas en accès libre. Un poste de garde est présent à l'entrée du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 22 : Définition générale des moyens - Plan de défense incendie (PDI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PDI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le chapitre 8.2.</p> <p>L'exploitant établit un plan de défense incendie conformément à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p> <p>L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.</p> <p>[...]</p> <p>Dans le trimestre qui suit la mise en service, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, renouvelé au moins tous les trois ans. Le personnel est instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et entraîné au maniement des moyens d'intervention et des vannes d'obturation. Les justificatifs de formation/exercice sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le plan de défense incendie doit être communiqué au service d'inspection des installations classées et au SDIS et est tenu à jour.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le plan de défense incendie est en cours de rédaction. Il devra être communiqué à l'inspection et au SDIS dès sa finalisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois